



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/1994/52
29 avril 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Session de fond de 1994
New York, 27 juin-29 juillet 1994
Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

COOPÉRATION RÉGIONALE DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL
ET DANS LES DOMAINES CONNEXES

Étude sur la situation économique et sociale de l'Asie
et du Pacifique en 1993 : résumé

RÉSUMÉ

L'économie mondiale, frappée par une récession prolongée depuis 1990, n'a connu, avec un taux de croissance estimé à 1 %, qu'une faible reprise en 1993. Les perspectives de croissance mondiale qui, selon les prévisions, s'établissent à 3 %, sont meilleures sans être encore brillantes en 1994. Les économies en développement de la région de la CESAP, où l'on a enregistré un taux moyen de croissance de 6,7 % tandis que la récession se poursuivait dans d'autres régions du monde, ont manifesté une vigueur remarquable. Les perspectives pour 1994 semblent aussi bonnes ou même meilleures.

Les divers groupes d'économies de la région ont toutefois, comme précédemment, affiché des résultats divers. Les pays du Sud-Est asiatique ont continué à connaître une croissance forte et régulière, marquée par des taux de 6 à 8 %, sauf aux Philippines où les taux de croissance sont restés sensiblement inférieurs. En Asie de l'Est, c'est la Chine qui, avec un taux de 13 %, a connu la croissance la plus spectaculaire. D'autres pays d'Asie de l'Est ont réalisé des taux de croissance plus modestes, de l'ordre de 4 à 5 %, à l'exception de la République populaire démocratique de Corée et de la Mongolie, qui l'une et l'autre ont vu leur production décliner. Les pays d'Asie du Sud ont enregistré une certaine amélioration, à l'exception du Pakistan dont la croissance s'est ralentie.

Si plusieurs des pays les moins avancés de la région et des petits pays insulaires ont vu s'affermir sensiblement leur croissance, plusieurs autres ont continué à n'obtenir que de faibles résultats. Les six républiques d'Asie

* E/1994/100.

centrale nouvellement indépendantes, face à la tâche difficile de passer dans la stabilité à l'économie de marché, ont essuyé de nouvelles chutes de leur production.

La croissance des pays en développement de la région de la CESAP est intervenue dans un climat économique généralement stable, marqué par un taux élevé d'épargne intérieure et d'investissement, par un déficit de la balance des paiements et un déficit budgétaire très supportables et par de faibles taux de croissance monétaire et d'inflation. La forte croissance des exportations et des importations explique aussi le dynamisme économique de la région. Certains des pays les moins avancés et la plupart des pays qui passent de l'économie planifiée à l'économie marchande ont toutefois fait exception à ce tableau général.

Les politiques de développement des pays de la région tendent à converger. La plupart des pays ont poursuivi de vigoureuses réformes, surtout fiscales, axées sur les mécanismes du marché. Les réformes fiscales et budgétaires engagées ont essentiellement eu pour objectif d'améliorer le rendement de l'impôt en abaissant les taux d'imposition et en élargissant l'assiette de l'impôt, de contenir l'augmentation des dépenses courantes tout en rationalisant la répartition des crédits entre les secteurs et de réduire le déficit budgétaire. Les pays de la région ont dans une large mesure réussi à réaliser ces objectifs.

Les taux élevés et soutenus de croissance enregistrée pendant de nombreuses années ont valu à la région de connaître de profondes transformations économiques. L'augmentation de la part de la production manufacturière dans le produit intérieur brut et l'urbanisation rapide en sont deux des manifestations. Ce phénomène ne s'est toutefois pas accompagné d'une augmentation proportionnelle de la part de l'emploi dans le secteur manufacturier et dans les villes. Ce déséquilibre est en partie à l'origine d'un certain nombre des problèmes sociaux de la région. Bien que des progrès très nets aient été accomplis dans la lutte contre la pauvreté, la réduction du chômage et la création d'équipements et de services sanitaires et éducatifs, il reste beaucoup à faire à cet égard, de même que pour résoudre de graves problèmes sociaux relativement nouveaux, tels que la criminalité et la toxicomanie.

La région, qui abrite 60 % environ de la population mondiale, avec des taux d'accroissement, une structure par âge et une distribution spatiale très différents d'un pays à l'autre, a la lourde obligation d'offrir une éducation, des services de santé et des emplois adéquats à tous. La taille de la population et sa croissance posent dans nombre de ces pays de sérieux problèmes pour l'environnement, qui en maints endroits s'est dégradé. Plusieurs pays ont toutefois réussi une remarquable transition démographique; en réduisant le taux d'accroissement ou en étant près de le ramener au taux de remplacement, ils ont pu s'attacher davantage à fournir des services sociaux à la population. La diversité de ces situations montre qu'il y a lieu d'adopter une approche différenciée en matière démographique.

TABLE DES MATIÈRES

| | <u>Paragraphe</u> s | <u>Page</u> |
|---|---------------------|-------------|
| I. ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE . . | 1 - 5 | 4 |
| II. RÉSULTATS ET POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES DANS LA RÉGION DE LA CESAP | 6 - 13 | 5 |
| III. COMMERCE INTERNATIONAL ET BALANCE DES PAIEMENTS : RÉSULTATS, PERSPECTIVES ET POLITIQUES | 14 - 17 | 7 |
| IV. RÉFORMES DES FINANCES PUBLIQUES | 18 - 22 | 8 |
| V. TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL . | 23 - 28 | 9 |
| VI. DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE : CONSÉQUENCES POUR LE DÉVELOPPEMENT | 29 - 35 | 10 |

I. ÉVOLUTION ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

1. L'économie mondiale connaît un ralentissement depuis 1990. La récession, qui frappe principalement les pays industrialisés, a coïncidé avec un recul rapide de la production dans les pays d'Europe orientale et les économies issues de l'ex-Union soviétique, qui ont lancé des réformes pour substituer à la planification centrale un système économique axé sur le marché. Dans les pays en développement situés à l'extérieur de la région Asie-Pacifique, la croissance est restée faible même si beaucoup d'entre eux commencent à sortir peu à peu des problèmes d'endettement, de stagnation ou de régression économique qu'ils ont rencontrés au cours des années 80.

2. Le creux de la vague semble avoir été atteint en 1991 avec un taux de croissance mondial de 0,2% seulement, la décélération tenant à la conjoncture prévalant dans certains groupes d'économies. Le taux de 0,7% enregistré en 1992 masquait une nouvelle diminution de la production mondiale par habitant. Selon les estimations, la croissance n'aurait pas dépassé 1% en 1993.

3. Ces dernières années, l'économie mondiale s'est caractérisée par une désynchronisation des phases de croissance et de récession entre les pays. Jusqu'en 1991, la récession était considérée comme un phénomène "anglo-saxon", affectant principalement l'Australie, le Canada, les États-Unis d'Amérique et la Nouvelle-Zélande. Une légère reprise s'est amorcée dans ces pays en 1992, moment où trois grandes économies européennes (Allemagne, France et Italie) ainsi que le Japon s'affaiblissaient et où nombre des économies de moindre importance entraient dans une phase de forte récession. L'Union européenne a ainsi vu sa production baisser de 0,3% en 1993 selon les estimations, la croissance n'atteignant que 0,3% au Japon. Les taux de croissance attendus aux États-Unis et au Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (respectivement 2,7% et 1,5%) dénotent une faiblesse persistante. La croissance économique des pays industriels s'est ainsi établie à 0,9% en moyenne en 1993, en recul par rapport au 1,6% enregistré en 1992. La chute de la production dans les économies en transition s'est en revanche ralentie.

4. Dans les pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, la croissance a été lente et hésitante. En 1993, elle s'est améliorée tant en Afrique qu'en Amérique latine, les taux moyens s'élevant respectivement à 1,9% et à 3,1% contre 1,6% et 2,2% en 1992. La plupart des pays en développement de l'Asie et du Pacifique ont continué à enregistrer d'excellents résultats en 1992 et 1993, certains, la Chine notamment, voyant leur taux de croissance s'envoler. Après avoir été au plus bas en 1991, avec la période de reconstruction faisant suite à la guerre du Golfe, les économies d'Asie occidentale ont amorcé en 1992 une certaine reprise. En 1993, toutefois, la croissance y a accusé un nouveau repli de 2 points au moins. Les économies en développement de la zone méditerranéenne continuent de subir une profonde récession.

5. Si la date du début et la durée de la récession ont varié selon les pays, elle s'est en revanche partout accompagnée de taux de chômage élevés et croissants et d'une contraction de la demande. Ce dernier phénomène tient notamment dans les pays industrialisés à une dépréciation du patrimoine et des actifs qui a renversé la forte tendance à la hausse observée auparavant. Cette

dépréciation a porté préjudice aux consommateurs et aux investisseurs, qui ont dû faire face à une augmentation de leur endettement réel au titre d'emprunts antérieurs, contractés principalement pour acquérir des actifs. Les institutions financières ont été affaiblies à leur tour par l'accumulation de dette impayées et de créances douteuses dans leur portefeuille. Ce climat a contribué à une perte de confiance qui a sapé l'effet des mesures d'incitation prises par les pouvoirs publics. Le déficit public limitant dans bien des pays les possibilités d'intervention budgétaire, il a été fait largement appel à la politique monétaire pour redonner un peu de vigueur aux économies en difficultés. Les taux d'intérêt ont été ramenés à leur plus bas niveau depuis plusieurs décennies, sans guère d'effets sur les taux de croissance économique pour ce qui est de 1993.

II. RÉSULTATS ET POLITIQUES MACROÉCONOMIQUES DANS LA RÉGION DE LA CESAP

6. Les résultats enregistrés en 1992 et 1993 ont à nouveau témoigné de la vigueur économique de la région de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), dont les pays en développement ont affiché en 1993 un taux de croissance moyen de 6,7%, comme en 1992. Ce résultat est remarquable compte tenu de la récession mondiale. Les résultats des différents groupes d'économies de la région sont restés variables, même si est en train de se manifester une convergence grandissante tant de leur approche des politiques développementales que de leurs performances économiques. Il convient de signaler à cet égard que la plupart des pays les moins avancés de la région ont amélioré leur taux de croissance en 1992 et en 1993.

7. La croissance économique est restée forte et régulière dans les pays d'Asie du Sud-Est, sauf aux Philippines où la production n'a recommencé à augmenter qu'en 1993 après deux années de contraction. Les taux de croissance enregistrés par l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et le Viet Nam en 1993 se sont situés entre 6 et 8%. Les pays les moins avancés comme le Cambodge, le Myanmar et la République démocratique populaire lao ont quant à eux enregistré des taux de croissance compris entre 6 et 7%.

8. En Asie de l'Est, les résultats spectaculaires de l'économie chinoise (12,8% de croissance en 1992 et 13% en 1993) ont attiré l'attention mondiale. On a craint cependant que ces taux de croissance élevés n'entraînent de nouveau une surchauffe de l'économie, comme en 1988 et 1989, où la surchauffe s'était traduite par une envolée de l'inflation suivie d'un brusque ralentissement de l'activité et de la croissance. La situation a pu être maîtrisée grâce à un ensemble de mesures d'intervention bien dosées qui devrait permettre de juguler l'inflation sans freiner trop brutalement la croissance. Pour ce qui est des autres économies d'Asie de l'Est, le taux de croissance de Hong-kong s'est affermi, passant de 4,2% en 1991 à 5% en 1992, puis à 5,5% en 1993, alors qu'en République de Corée la croissance s'est ralentie, retombant de 8,5% à 4,8%, puis à 4,6% ces mêmes années. Deux pays de la sous-région – Mongolie et République populaire démocratique de Corée – connaissent une situation précaire en raison d'une diminution de la production, d'une inflation élevée et d'autres difficultés.

9. En 1992-1993, les résultats économiques des pays d'Asie du Sud se sont améliorés. Deux des cinq pays les moins avancés de cette sous-région, le Bangladesh et le Népal, ont enregistré des taux de croissance en légère hausse tandis que le Bhoutan et les Maldives ont maintenu un taux supérieur ou égal à 5 %. L'Afghanistan souffre encore des séquelles de la guerre et est en proie à des troubles internes. Les résultats de l'économie indienne ont nettement progressé pendant la période visée alors que l'économie pakistanaise a subi un recul en 1993 en raison des incidences défavorables des intempéries sur la production agricole du pays. Sri Lanka a enregistré un taux de croissance proche de 6 % en 1993. Les réformes économiques d'envergure en cours dans la majorité des pays d'Asie du Sud semblent commencer à porter leurs fruits.

10. Avec une agriculture à la merci de catastrophes naturelles fréquentes, des fluctuations de la demande extérieure et du cours des produits exportés, les petits pays insulaires en développement du Pacifique sont restés vulnérables, en dépit des mesures audacieuses de stabilisation et de restructuration prises pour consolider la croissance. À cet égard, les Fidji, les Îles Salomon et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont rencontré un certain succès, parvenant à améliorer la croissance économique et à maîtriser l'inflation. Les résultats obtenus dans ces domaines par les autres pays ont été moins encourageants.

11. Les six républiques d'Asie centrale nouvellement indépendantes ont fort à faire pour moderniser leur base institutionnelle et stabiliser leur économie dans un cadre inspiré du marché, en rupture complète avec plusieurs décennies de planification centrale au sein de l'ex-URSS. Au nombre des tâches qui les attendent figurent : réorienter leur commerce extérieur, auparavant réduit aux échanges dans le cadre de l'ex-URSS; régler les questions liées à l'établissement d'une monnaie nationale et au taux de change, notamment le rôle de leur ancienne monnaie nationale, le rouble; créer un réseau viable de banques et d'institutions de crédit; restructurer et revitaliser la production dans un cadre pratique foncièrement nouveau. Dans la plupart de ces républiques, la situation économique et sociale a continué à se dégrader, avec un recul de production et une inflation élevée.

12. Les trois pays industrialisés de la région n'ont pas été épargnés par les symptômes de ralentissement qui se sont manifestés successivement dans tous les pays industrialisés depuis 1990. Après avoir connu une récession précoce, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont affiché en 1993 des signes de reprise convaincants avec des taux d'accroissement de la production respectivement supérieurs à 2% et 3%. Ces deux pays sont en outre parvenus à maintenir leur taux d'inflation annuel sous la barre des 2%. Au Japon en revanche, la situation s'est soudainement dégradée en 1992, le taux de croissance revenant à 1,5% seulement, contre 4% en 1991. En 1993, l'économie japonaise a été pratiquement en stagnation.

13. Pour 1994 et 1995 les perspectives des pays en développement de la région de la CESAP demeurent dans l'ensemble inchangées, le taux de croissance moyen devant s'établir aux environs de 7%, selon les prévisions. En ce qui concerne les trois pays développés, la croissance devrait atteindre 3% en Australie en 1994 (contre 2,4 % en 1993), mais connaître un léger ralentissement en Nouvelle-Zélande. Au Japon, la reprise devrait s'accélérer, même si les résultats globaux sont vraisemblablement appelés à demeurer faibles en 1994.

Ces prévisions ne tiennent toutefois pas compte des avantages découlant de la conclusion récente des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay. Le nouvel Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce devrait en effet donner une impulsion sensible à l'économie mondiale, même si ses effets concrets pourraient rester limités à court terme compte tenu du délai d'application des mesures adoptées.

III. COMMERCE INTERNATIONAL ET BALANCE DES PAIEMENTS : RÉSULTATS, PERSPECTIVES ET POLITIQUES

14. Le commerce international a continué à conforter le dynamisme économique de la région de la CESAP en 1992 et 1993. Alors que les exportations mondiales ont gagné en valeur 7% en moyenne en 1991 et 1992, celles des économies en développement de la région ont progressé deux fois plus vite. En 1993, le rythme s'est quelque peu ralenti, tout en continuant à s'échelonner dans plusieurs pays entre 12 et 16%. Ces chiffres témoignent d'un dynamisme qui contraste avec la tendance à la récession actuellement observée dans les pays industrialisés. Plusieurs facteurs ont permis aux économies de la région de maintenir le taux d'accroissement de leurs exportations à un niveau élevé malgré la récession sévissant en Europe et en Amérique du Nord, leurs débouchés traditionnels. Au nombre de ces facteurs figure notamment l'évolution de la structure des exportations : de nombreux pays privilégiant autrefois les produits de base exportent désormais 60 à 80 % de produits manufacturés. En revanche, les produits de base restent la principale composante des exportations de la plupart des pays les moins avancés et des pays insulaires du Pacifique. La gamme de produits exportés par les divers groupes de pays de la région est très étendue, qu'il s'agisse de produits manufacturés ou de produits de base.

15. Malgré la récession, le marché des produits manufacturés s'est bien maintenu dans les pays développés, les consommateurs devenant de plus en plus tributaires de sources d'approvisionnement extérieures meilleur marché pour un certain nombre de biens de consommation. Le processus de restructuration industrielle et de rééquipement, y compris la bureautisation et la modernisation, a soutenu la demande de machines, d'outils et d'équipements et de pièces détachées, produits qui constituent une part non négligeable des exportations de plusieurs pays de la région. Les échanges ont encore profité d'une diversification judicieuse des marchés, notamment au sein de la région de la CESAP elle-même.

16. La libéralisation du commerce et des investissements consécutive aux réformes appliquées à grande échelle dans la région depuis plus d'une décennie a également contribué à l'amélioration des résultats commerciaux. Les changements les plus récents sont intervenus dans les pays d'Asie du Sud : déréglementation et réduction des droits de douane à l'importation; renforcement des incitations en faveur des exportations et de l'investissement; simplification d'un vaste ensemble de règles en matière de commerce et d'investissement; libéralisation du régime des changes culminant avec la libre fluctuation des taux pour les transactions commerciales et autres transactions courantes.

17. Les importations des pays de la région se sont accrues à un rythme soutenu, comme les exportations. Dans certains pays elles ont même progressé plus rapidement en 1992 et ce phénomène s'est accentué en 1993. L'essor de l'activité économique et les projets d'investissement infrastructurel lancés dans de nombreux pays de la région ont induit un accroissement des importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires, alors que l'augmentation de la demande des ménages liée à l'élévation du revenu stimulait les importations de biens de consommation. La balance des paiements est demeurée favorable dans la plupart des pays, même si amélioration et dégradation ont alterné dans certains au gré des mouvements à court terme.

IV. RÉFORMES DES FINANCES PUBLIQUES

18. Depuis une dizaine d'années au moins, les réformes concernant les recettes et dépenses publiques constituent un volet important des programmes de réformes, de restructuration et de réajustement économiques adoptés par les pays en développement de la région de la CESAP. Les gouvernements de la région ont pour la plupart des politiques budgétaires et financières modérées qui leur ont permis de maintenir un degré raisonnable de stabilité économique et d'activité économique. L'évolution constante de la situation économique intérieure et extérieure a cependant imposé une refonte des finances publiques dont plusieurs pays avaient déjà ressenti l'urgence à un moment ou à un autre.

19. Les réformes des finances publiques engagées dans nombre de pays avaient comme objectif commun de résorber un déficit budgétaire grandissant source de tensions inflationnistes et de déficit du compte courant. La résorption ou l'élimination du déficit budgétaire devait faire disparaître ces déséquilibres. Les gouvernements ont également cherché à rationaliser leur rôle traditionnel dans les domaines de l'entreprise, de la réglementation et des services sociaux, ce en s'en remettant davantage au secteur privé chaque fois que possible.

20. Les réformes relatives aux recettes et dépenses publiques visaient les objectifs généraux précités. Pour ce qui a trait aux recettes, ces réformes ont été appliquées globalement ainsi qu'au plan de chaque instrument, qu'il s'agisse de l'assiette fiscale ou du barème des taux d'imposition. L'administration fiscale a été également remaniée en vue de simplifier les procédures, d'améliorer l'efficacité administrative et d'encourager les contribuables à respecter la loi. L'un des objectifs prioritaires semble avoir été d'accroître la productivité des recettes fiscales dans le but de réduire les déficits budgétaires existants et de financer l'expansion et l'amélioration de certains services publics faisant l'objet d'une demande croissante.

21. On s'est efforcé de rationaliser l'affectation des dépenses en amoindrissant le rôle de réglementation et d'intervention des pouvoirs publics dans l'entreprise pour privilégier la prestation de services sociaux. On a en outre cherché à optimiser l'efficacité et la productivité des dépenses en procédant à des réaménagements administratifs, en insistant sur la transparence des comptes et en améliorant les procédures d'évaluation.

22. L'examen des données relatives aux recettes et dépenses publiques montre qu'au début des années 90 de nombreux gouvernements de la région sont parvenus à réduire le déficit budgétaire. On constate par ailleurs une modération de la

croissance des dépenses et souvent une amélioration des recettes malgré l'abaissement général des taux d'imposition. Dans l'ensemble, le volume des dépenses engagées au titre des services sociaux n'a pratiquement pas bougé en dépit de la constante nécessité de freiner la hausse des dépenses.

V. TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

23. Si l'on se place dans la perspective à plus long terme des 30 à 40 dernières années, force est de constater que les pays en développement de la région de la CESAP ont subi des mutations économiques et sociales majeures. Nombre d'entre eux ont enregistré des niveaux élevés et soutenus de croissance économique et connu des transformations structurelles rapides. L'industrie manufacturière joue un rôle catalyseur dans la dynamique du changement. Le rythme de l'urbanisation a également été soutenu. Bien que les résultats obtenus varient d'un pays à l'autre, les conditions de vie se sont améliorées à bien des égards. Les famines généralisées ne sont plus qu'un souvenir dans la région. Les maladies épidémiques, notamment la variole et le choléra, qui avaient accablé les générations précédentes, ont été pratiquement éliminées. Les niveaux de nutrition se sont améliorés. Les taux de mortalité infantile et postinfantile ont reculé. La mortalité et la natalité ont en général baissé. L'espérance de vie à la naissance s'est allongée. L'alphabétisation et l'éducation ont progressé. Une tranche importante de la population de nombreux pays fait désormais partie de la société d'abondance.

24. Bien qu'on ne puisse que se féliciter de tels résultats, les transformations structurelles se sont produites de manière souvent très inégale et ont occasionné de grandes disparités de revenu et de bien-être chez différentes couches de la population. Le secteur agricole illustre ce déséquilibre dans la mesure où le déclin de sa part de revenus ne s'est pas accompagné d'une compression proportionnelle de l'emploi dans ce secteur. Or, ce déséquilibre est au coeur des nombreux problèmes auxquels est confrontée la région, la persistance de la pauvreté n'étant pas le moindre. Dans plusieurs pays de la région, un pourcentage important de la population, soit un nombre élevé de personnes, continuent de vivre dans une telle pauvreté qu'elles ne peuvent pas satisfaire convenablement leurs besoins d'alimentation, d'habillement, de santé, de logement et d'éducation. Dans de telles circonstances, la moyenne des progrès constatés peut être trompeuse.

25. L'urbanisation rapide s'est accompagnée d'une prolifération des taudis urbains et de la misère. En outre, la progression du salariat a eu pour corollaire la peur et l'angoisse face aux fluctuations du marché du travail et aux innovations techniques susceptibles de détruire des emplois. Les carences au niveau de la sûreté, de la sécurité et de l'hygiène sur les lieux de travail constituent également une source de préoccupation croissante.

26. En matière de santé, un grand nombre de maladies épidémiques ont réapparu et la pandémie de sida (syndrome d'immunodéficience acquise) fait peser de lourdes menaces sur la santé publique. Les incidences de la propagation de l'infection par le virus du sida constituent un grave sujet de préoccupation. Quant aux nombreux problèmes environnementaux, la pollution atmosphérique est lourde de dangers pour la santé des êtres humains et de nombreuses autres espèces.

27. Pour ce qui est des autres problèmes naissants, il faut signaler que l'unité familiale joue de moins en moins son rôle de mécanisme de soutien, qu'il s'agisse d'assurer la scolarisation des enfants et des jeunes ou de faire face à la maladie, l'adversité, la vieillesse et l'invalidité. Le caractère aléatoire du travail et les impératifs de mobilité qui caractérisent tous les secteurs de l'économie moderne ainsi que le manque de logements à proximité des lieux de travail industriels en milieu urbain ont provoqué l'érosion du rôle exercé jusque-là par la famille traditionnelle élargie. Les problèmes liés au divorce, à la monoparentalité, à la mendicité des enfants, des jeunes adultes et des personnes âgées, ainsi qu'au nombre important d'orphelins et de sans-abri, s'il ne s'agit pas de phénomènes nouveaux, acquièrent des dimensions nouvelles. L'érosion des valeurs et institutions traditionnelles s'accompagne d'une augmentation des cas de sévices commis contre des enfants, de la violence sexuelle, de l'abus des drogues, des homicides et des suicides.

28. Les données concernant la croissance économique, l'industrialisation et l'urbanisation, la pauvreté, la santé et l'éducation ainsi que la criminalité et l'abus d'alcool et de stupéfiants confirment les observations générales formulées plus haut pour l'ensemble de la région. L'incidence et la gravité des différents problèmes varient cependant grandement d'un pays à l'autre.

VI. DYNAMIQUE DÉMOGRAPHIQUE : CONSÉQUENCES POUR LE DÉVELOPPEMENT

29. La dynamique démographique, qui englobe la croissance, l'évolution de la structure par âge et la distribution spatiale de la population, a des incidences sensibles sur de nombreux processus sociaux et économiques en cours dans la région de la CESAP qui abrite environ 60% de la population mondiale. Le taux de croissance démographique s'est désormais considérablement ralenti dans de nombreuses zones, passant de 2 à 3% au cours des décennies précédentes à 1,7% en moyenne à l'heure actuelle. Il n'en reste pas moins vrai que la population totale de la région s'accroîtra annuellement de plus de 50 millions de personnes, pendant les années 90, la moyenne oscillant autour de 48 millions par an jusqu'en 2010, d'après les projections actuelles. Le taux de croissance démographique de nombreux pays reste bien supérieur à la moyenne régionale, notamment en Asie du Sud où devrait intervenir 60% de l'augmentation de la population de la région de la CESAP attendue entre 2000 et 2010. Du fait de ses taux de croissance démographique particulièrement élevés, la sous-région d'Asie du Sud compte un nombre proportionnellement plus élevé d'enfants et de jeunes que l'Asie de l'Est et du Sud-Est où les taux sont moindres.

30. Les tendances de la croissance démographique, la structure de la population par âge et par sexe ainsi que sa répartition spatiale ont des répercussions importantes sur l'éducation, la santé et le taux d'activité de la population. La dynamique démographique est en outre étroitement liée aux questions de la protection et de la préservation de l'environnement.

31. Les forts taux de croissance démographique enregistrés dans le passé se sont traduits dans la plupart des pays par un accroissement rapide de la population d'âge scolaire. Nombre de ces pays ont cependant réussi à élargir leurs programmes éducatifs et à se doter d'établissements scolaires, d'équipements pédagogiques et de professeurs qualifiés, ce qui leur a permis d'obtenir des taux de scolarisation et d'alphabétisme élevés, même si les

possibilités d'éducation demeurent beaucoup plus limitées aux niveaux supérieurs. La majorité des pays se sont fixé comme objectif l'alphabétisation de toute la population, mais ceux dont les taux de croissance démographique sont les plus élevés accusent parallèlement les taux d'alphabétisation les plus bas, en particulier chez les femmes; les objectifs fixés seront difficiles à atteindre du fait de l'accroissement soutenu de la population d'âge scolaire.

32. La croissance démographique induit naturellement une demande accrue de services de santé. L'évolution de la structure par âge modifie de plus la nature de cette demande alors que la répartition spatiale de la population détermine la localisation des services médicaux requis. Malgré l'expansion des installations sanitaires et les progrès réalisés dans certains domaines (éradication des épidémies, réduction de la mortalité maternelle et infantile, prolongation de l'espérance de vie), la prestation de services médicaux présente encore des lacunes considérables dans la majorité des pays, notamment en ce qui concerne la population rurale, toujours prédominante. Dans les pays aux taux de croissance démographique les plus élevés, il sera plus difficile encore de garantir à la population un élargissement de la couverture sanitaire et d'améliorer la qualité des installations et services offerts. Les pays aux taux les moins élevés devront quant à eux se doter de nouveaux établissements sanitaires ou agrandir les établissements existants et recourir à des méthodes de traitement plus coûteuses dans la mesure où l'évolution des styles de vie et de la structure par âge de la population, avec notamment une proportion plus élevée de personnes âgées, risque d'entraîner une modification des tendances pour ce qui est des maladies et donc de la demande de soins. Les coûts liés au surcroît de ressources nécessaire à la satisfaction des besoins de santé futurs de la population de la région, population nombreuse et toujours en expansion, seront énormes. Les gouvernements de la région ont toutefois adopté comme objectif "La santé pour tous d'ici à l'an 2000", optant à cette fin pour des systèmes de soins de santé primaires moins coûteux privilégiant la lutte contre les maladies épidémiques et transmises par des vecteurs, des soins prénatals et postnatals appropriés et l'éducation sanitaire.

33. Les écarts de taux de croissance démographique auront des répercussions sur l'effectif de la population active des différents pays. Un intervalle de 15 ans s'écoulant entre la naissance d'un individu et son entrée dans la population active, on constate que les pays dont le taux de croissance démographique a commencé à diminuer il y a 10 ans ou plus enregistrent déjà ou ne tarderont pas à enregistrer un ralentissement de l'augmentation de leur population active. En revanche, les pays dont le taux de croissance démographique reste élevé continueront à enregistrer un taux de croissance élevé de leur population active, ce qui les obligera à rechercher de nouvelles possibilités d'emploi en dehors du secteur traditionnel de l'agriculture qui sera difficilement en mesure d'absorber le surplus d'actifs.

34. Quantifier l'impact de l'accroissement de la population sur l'environnement est difficile. Étant donné le niveau de la consommation et les techniques de production, on peut s'attendre à ce que l'augmentation de la croissance démographique et de la population exige une exploitation plus intensive des ressources naturelles, aboutissant à leur dégradation ou à leur épuisement. On ne manque pas de preuves d'un épuisement alarmant des ressources naturelles des pays de la région, qu'il s'agisse des forêts, de la faune et de la flore, ou

encore de l'eau et des sols. L'industrialisation, l'intensification de l'utilisation des terres et les mutations technologiques ont eu des conséquences néfastes pour l'environnement. S'il s'accompagne d'autres mesures et de techniques favorables à l'environnement, le ralentissement de la croissance démographique est un facteur pouvant contribuer à enrayer la dégradation environnementale.

35. La région a progressivement pris conscience des relations qui existent entre la population et les différents aspects du développement. On constate une intégration plus étroite des politiques démographiques, des mesures économiques et des politiques de développement social et l'on s'en remet moins aux aspects techniques de la planification familiale traditionnelle dont le succès même dépend de l'efficacité avec laquelle sont traités les problèmes socio-économiques des populations cibles.
